

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

**Marché portant sur l'acquisition, la livraison et l'installation d'un séquenceur
ADN moyen débit au profit de l'Unité Inserm 1163**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	5
ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	5
2.1. Objet	5
2.2. Forme et montant	5
2.3. Tranches	5
2.4. Allotissement	5
2.5. Variantes	5
2.6. Durée	6
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 4. CONTEXTE DE L'ACHAT	6
ARTICLE 5. PERFORMANCES ET EXIGENCES FONCTIONNELLES MINIMALES de l'INSTRUMENT ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	7
5.1. <i>PERFORMANCES ET EXIGENCES FONCTIONNELLES MINIMALES DE L'INSTRUMENT</i>	7
5.2. <i>PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES A L'INSTRUMENT</i>	7
ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1. Représentant des parties	7
6.1.1. <i>Représentant de l'INSERM</i>	7
6.1.2. <i>Représentant du Titulaire</i>	7
6.2. Transport et lieu de livraison	8
6.2.1. <i>Adresse de livraison</i>	8
6.2.2. <i>Accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR)</i>	8
6.2.3. <i>Bon de livraison</i>	8
6.3. Délais d'exécution	9
6.3.1. <i>Délai d'exécution concernant l'installation (mise en ordre de marche) de l'équipement</i>	9
6.3.2. <i>Délai d'intervention en cas de panne</i>	9
6.4. Indisponibilité de l'équipement	10
6.4.1. <i>Définition de l'indisponibilité</i>	10
6.4.2. <i>Modalités de commencement et de fin de l'indisponibilité de l'équipement</i>	10
6.4.3. <i>Seuil d'indisponibilité</i>	10
ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU Titulaire	10
7.1. Obligation de conseil et d'information	10
7.2. Obligation de confidentialité	10
7.3. Obligations d'information de modifications affectant le Titulaire	11
7.4. Obligations réglementaires	11
7.5. Responsabilité du Titulaire	12
7.6. Conflit d'intérêt	12
ARTICLE 8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12

8.1. Opérations de vérification	12
8.2. Décision après vérification	12
8.2.1. Vérification quantitative	12
8.2.2. Vérification qualitative	12
ARTICLE 9. FORMATION ET DOCUMENTATION	13
ARTICLE 10. GARANTIES CONTRACTUELLES	14
10.1. Garantie	14
ARTICLE 11. REGIME FINANCIER	14
11.1. contenu des prix.....	14
11.2. Révision des prix.....	14
11.3. Transmission d'un bon de commande	14
11.4. Avance	15
11.4.1. Principe de versement d'une avance	15
11.4.2. Taux de l'avance	15
11.4.3. Modalités de calcul et de versement de l'avance	15
11.5. Facturation et paiement	16
11.5.1. Acomptes	16
11.5.2. Modalités de facturation	16
11.5.3. Transmission de la facture	17
11.5.4. Règlement	17
11.6. Délai de paiement	17
11.6.1. Délai de paiement	17
11.6.2. Intérêts moratoires	17
ARTICLE 12. MODIFICATIONS	18
12.1. Modification du marché.....	18
12.2. Modifications mineures relatives au Titulaire.....	18
12.3. Changement de Titulaire.....	18
12.4. Modifications unilatérales par l'acheteur.....	19
ARTICLE 13. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	19
ARTICLE 14. PENALITES	20
14.1. Pénalités pour retard.....	20
14.1.1. Pénalités pour retard de livraison de l'équipement	20
14.1.2. Pénalités pour retard d'intervention en cas de panne.....	20
14.2. Pénalités pour indisponibilité de l'équipement.....	21
14.3. Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement	21
14.4. Autres penalites	21
14.4.1. Penalités pour travail dissimulé.....	21

14.4.2. <i>Penalités pour absence de déclaration de sous-traitance</i>	21
14.5. Plafonnement des pénalités	22
ARTICLE 15. DISPOSITIONS DIVERSES	22
15.1. Langue	22
15.2. Sous-traitant.....	22
15.2.1. <i>Procédure d'agrément</i>	22
15.2.2. <i>Modalités de paiement des sous-traitants</i>	23
15.3. Assurance responsabilité civile.....	23
15.4. Résiliation	23
15.5. Exécution aux frais et risques	24
15.6. Différends - litiges	24
ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	24

ARTICLE 1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)

Délégation Régionale Paris IDF Centre Nord
Immeuble KADENCE
86, rue Regnault CS81471
75640 Paris Cedex 13

Représenté par Madame Claire de Marguerye, Déléguée Régionale

ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la livraison et l'installation d'un séquenceur ADN moyen débit couplée à une analyse spatiale multi-omique (ARN, protéines et morphologie) des populations de cellules de mammifères au profit de l'Unité Inserm 1163.

2.2. FORME ET MONTANT

Le présent marché est un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire dont le montant est fixé dans l'annexe financière (DPGF) à l'acte d'engagement (AE).

Des commandes complémentaires de fournitures ou d'installations, destinées soit au renouvellement partiel de l'équipement, soit à l'extension de celui-ci, peuvent donner lieu à la passation de marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence avec le Titulaire du présent marché, tels que prévus l'article R2122-4 du code de la commande publique, lorsque le recours à un autre fournisseur entraînerait une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées de l'actuel équipement.

2.3. Tranches

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

2.4. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloté car le découpage en lot rendrait techniquement impossible la bonne exécution du marché.

2.5. VARIANTES

Le présent marché ne fera pas l'objet de variantes.

2.6. DUREE

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la période de garantie ou le cas échéant de la période de maintenance incluse dans le marché.

La durée du marché prise en compte pour le calcul de l'avance mentionnée à l'article 11.4.3 est la durée du marché depuis son début d'exécution jusqu'à l'admission des prestations donnant lieu à la dernière demande de paiement du Titulaire.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent document : cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021. Ce document est librement téléchargeable sur le site legifrance.gouv.fr ;
- L'offre du Titulaire incluant son mémoire technique basé sur le cadre de réponse technique fourni dans les documents de la consultation.

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le Titulaire et contraire aux clauses du présent CCP ou du CCAG/FCS est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre le CCP et le CCAG/FCS, le CCP prévaut pour l'obligation en cause.

ARTICLE 4. CONTEXTE DE L'ACHAT

Le laboratoire Chromatine et régulation des gènes de l'Unité INSERM U1163, Institut Imagine est membre du consortium Genother (<https://genother.org/>), biocluster d'excellence répondant aux besoins des porteurs de projets de thérapie génique, les aidant à développer de nouvelles thérapies et à relever leurs défis de développement. L'un des objectifs spécifiques est de donner accès à des plateformes technologiques de pointe partagées, de la découverte au développement clinique. Le laboratoire de régulation de la chromatine et des gènes, ainsi que la plateforme génomique d'Imagine, font partie de la plateforme d'édition génomique et génétique qui vise à développer des méthodes et des outils d'édition génomique et génétique pour évaluer la sécurité et l'efficacité des approches de thérapie génique. À cette fin, le séquençage de nouvelle génération à haute sensibilité est fondamental. Par exemple, l'amplicon-seq est essentiel pour évaluer l'efficacité on-target et les modifications génétiques non désirées off-target, tandis que l'ARN-seq en bulk et unicellulaire et le WES sont essentiels pour évaluer les modifications transcriptomiques potentielles ou l'impact potentiel sur la charge mutationnelle cellulaire. En outre, les thérapies géniques in vivo en cours de développement

nécessitent l'analyse au niveau de la cellule unique du tissu ciblé pour confirmer le ciblage du type de cellule correct, l'absence ou la dysrégulation de l'expression du gène/de la protéine et l'altération de la morphologie et des interactions cellulaires. À cette fin, nous avons besoin d'une machine permettant l'analyse spatiale multi-omique (ARN, protéines et morphologie) des populations de cellules de mammifères.

ARTICLE 5. PERFORMANCES ET EXIGENCES FONCTIONNELLES MINIMALES DE L'INSTRUMENT ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1. PERFORMANCES ET EXIGENCES FONCTIONNELLES MINIMALES DE L'INSTRUMENT

L'instrument proposé par le Titulaire devra répondre aux performances et exigences minimales suivantes :

- séquenceur ADN moyen débit
- analyse spatiale multi-omique (ARN, protéines et morphologie) des populations de cellules de mammifères

Les engagements du Titulaire en matière de caractéristiques et performance de l'instrument qu'il propose en cohérence avec les exigences et performances minimales décrites ci-dessus sont décrits dans son offre technique et en particulier dans le cadre de réponse technique remis à l'appui de son offre (parties 2 et 3).

5.2. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES A L'INSTRUMENT

Le présent marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. REPRESENTANT DES PARTIES

6.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

6.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

6.2. TRANSPORT ET LIEU DE LIVRAISON

6.2.1. ADRESSE DE LIVRAISON

L'instrument devra être livré à l'adresse suivante : Institut Imagine, Rue du Cherche Midi 134, 75015, Paris

Jours et horaires de livraison : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30.

Personnes à contacter avant la livraison : Christine Bole : christine.bole@inserm.fr, Plateforme Génomique : Tel 01 42 75 42 91

Annarita Miccio annarita.miccio@institutimagine.org

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport est sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. En ce sens toute manutention de l'appareillage sur le site est à la charge et aux risques du Titulaire.

L'offre sur laquelle s'engage le Titulaire en matière de transport et livraison est décrite dans le cadre de réponse technique remis à l'appui de son offre (partie 6.2)

6.2.2. ACCES AUX SITES CLASSES EN ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal en vigueur et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

6.2.3. BON DE LIVRAISON

L'équipement livré par le Titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison et conformément à l'article 21.2 du CCAG/ FCS comporte les éléments suivants :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du Titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

La livraison de l'équipement est constatée par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

6.3. DELAIS D'EXECUTION

6.3.1. DELAI D'EXECUTION CONCERNANT L'INSTALLATION (MISE EN ORDRE DE MARCHE) DE L'EQUIPEMENT

Les exigences minimales concernant les délais d'exécution du marché sont les suivantes :

Le Titulaire s'engage à livrer et à installer l'équipement dans un délai maximal **de huit (8) semaines** à compter de la notification du marché.

Le délai de livraison de l'équipement est fixé à l'article 7 du CRT. En cas de dépassement de ce délai le Titulaire encourt une pénalité fixée à l'article 14.1.1 du CCP.

Lorsque le Titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCA-FCS.

Les délais d'exécution sur lequel s'engage le Titulaire sont décrits dans le cadre de réponse technique remis à l'appui de son offre (partie 7).

6.3.2. DELAI D'INTERVENTION EN CAS DE PANNE

Les exigences minimales en matière de délai d'intervention en cas de panne sont les suivantes :

Deux (2) jours ouvrés à compter de la demande d'intervention

Pendant toute la période de garantie et/ ou de maintenance, le Titulaire a une obligation de résultat concernant le respect des délais d'intervention sur site en cas de panne.

Le délai d'intervention en cas de panne est fixé à l'article 5.3 du CRT. En cas de dépassement de ce délai le Titulaire encourt une pénalité fixée à l'article 14.1.2 du CCP.

Les délais d'intervention en cas de panne sur lesquels s'engage le Titulaire sont décrits dans le cadre de réponse technique remis à l'appui de son offre (partie 5.3).

6.4. INDISPONIBILITE DE L'EQUIPEMENT

6.4.1. DEFINITION DE L'INDISPONIBILITE

L'équipement est déclaré indisponible lorsque, sans faute de l'Inserm et en dehors des opérations de maintenance préventive, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux de l'un de ses accessoires ou d'un dispositif qui est inclus, soit par le défaut de fonctionnement de l'un des logiciels faisant partie de l'équipement.

6.4.2. MODALITES DE COMMENCEMENT ET DE FIN DE L'INDISPONIBILITE DE L'EQUIPEMENT

La période d'indisponibilité de l'équipement commence à compter de la confirmation de l'intervention du Titulaire ou à défaut de la demande d'assistance de l'Inserm et prend fin à la remise en état de fonctionnement normal de l'équipement. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

6.4.3. SEUIL D'INDISPONIBILITE

Pour chaque année de garantie, toute indisponibilité de plus de vingt (20) jours non consécutifs de l'équipement fait encourir au Titulaire des pénalités fixées à l'article 14.2 du présent CCP.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm,

divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

7.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

7.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le Titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>

Si le Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

7.5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.6. CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 8. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est le représentant de l'Inserm.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti à l'Inserm pour procéder aux opérations de vérification et pour notifier sa décision est de :

- 30 jours calendaires à compter de la date d'installation pour la vérification quantitative
- et
- 30 jours calendaires à compter de la date de mise en ordre de marche pour la vérification qualitative.

8.2. DECISION APRES VERIFICATION

8.2.1. VERIFICATION QUANTITATIVE

La vérification quantitative est effectuée dès la livraison ou à l'installation de l'équipement dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

8.2.2. VERIFICATION QUALITATIVE

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la mise en service de l'équipement par le Titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le CCP.

A l'issue de cette vérification, l'Inserm prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG-FCS.

Ajournement : La décision d'ajournement a pour effet d'interrompre l'exécution du marché et de reporter la décision d'admission de l'équipement, sous réserves de modifications incombant au Titulaire.

Ce dernier doit signifier à l'Inserm son acceptation desdites modifications par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 10 jours à compter de la réception par le Titulaire de la décision d'ajournement.

Admission avec réfaction : La décision d'admission avec réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet : Lorsque l'Inserm juge que l'équipement fourni appelle les réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il notifie une décision motivée de rejet. Le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'Inserm. Si le Titulaire formule des observations, l'Inserm dispose du même délai pour notifier sa décision.

La décision de rejet prononcée par l'Inserm entraîne le remplacement de l'équipement par un nouvel équipement, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 9. FORMATION ET DOCUMENTATION

Les exigences minimales concernant la formation à l'utilisation de l'instrument sont les suivantes :

Le marché inclut à la charge du Titulaire la dispense de deux formations :

- Une formation à l'utilisation de l'instrument et ou de son/ses logiciel(s) pour la partie séquençage et maintenance ;
- Une seconde formation à l'utilisation de l'instrument et ou de son/ses logiciel(s) pour la partie transcriptomique et protéomique spatiale et maintenance ;
- Des formations dédiées à des nouvelles applications

Les exigences minimales concernant la documentation relative à l'instrument sont les suivantes :

- Matériel présenté pendant les formations (support de présentation)
- Les explications techniques devront également être fournies en anglais.

L'offre de formation et l'offre relative à la documentation sur lesquelles s'engage le Titulaire en réponse à ces exigences est décrite dans le cadre de réponse technique remis à l'appui de son offre (partie 4).

ARTICLE 10. GARANTIES CONTRACTUELLES

10.1. GARANTIE

Les services minimums attendus pendant la période de garantie sont les suivants :

☒ La maintenance préventive : une visite annuelle minimum au cours de laquelle seront effectuées les opérations de nettoyage, de réglages, de contrôles et d'essais destinées à réduire les risques de panne de l'instrument et à prolonger sa durée de vie.

☒ La maintenance corrective : un nombre de visite corrective illimité avec un délai d'intervention sur site de deux (2) jours ouvrés maximum à compter de la demande d'intervention. Ces visites incluent la main-d'œuvre, le déplacement, les pièces détachées ainsi que les consommables nécessaires à l'achèvement de l'intervention. En cas de défaillances ayant entraîné la perte de réactifs, le Titulaire s'engagera à les remplacer dans un délai de cinq (5) jours calendaires maximum.

Les services proposés par le Titulaire, ses engagements de qualité et les moyens dédiés à l'exécution de ces services en cohérence avec les services minimums exigés pendant la période de garantie ci-dessus sont décrits dans le cadre de réponse technique remis à l'appui de son offre (partie 5).

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, l'équipement et les accessoires inclus font l'objet d'une garantie de **quatre (4) ans**.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses (composants optiques, mécaniques, électroniques et informatiques inclus) sans limite de montant, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site.

ARTICLE 11. REGIME FINANCIER

11.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance, l'installation et la mise en service, la formation, la garantie et le service après-vente pendant la garantie.

11.2. REVISION DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont réputés fermes et définitifs.

11.3. TRANSMISSION D'UN BON DE COMMANDE

Concomitamment à la notification du marché, un bon de commande est adressé au Titulaire qui n'a pour seul but de préciser les éléments nécessaires à la soumission de factures.

Ces éléments sont les suivants :

- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm Paris IDF Centre Nord : **18003604802425**
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : **U1163**
- Le numéro d'engagement : **Numéro du bon de commande**

Le délai de transmission du bon de commande susmentionné n'a aucun impact sur le début d'exécution du marché.

11.4. **AVANCE**

11.4.1. PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du Titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le Titulaire indique dans son acte d'engagement s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

11.4.2. TAUX DE L'AVANCE

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le Titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10%**.

Lorsque le Titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **5%**.

11.4.3. MODALITES DE CALCUL ET DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché.

- Pour les marchés d'une durée inférieure à 12 mois le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

$\text{Avance} = \text{montant du marché TTC} * \text{taux de l'avance}$
--

- Pour les marchés d'une durée supérieure à 12 mois le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

Avance = montant du marché TTC * taux de l'avance *12 / durée du marché en mois.
--

La durée du marché prise en compte pour le calcul de l'avance mentionnée est la durée du marché depuis son début d'exécution jusqu'à l'admission des prestations donnant lieu à la dernière demande de paiement du Titulaire, indépendamment de la durée de la garantie.

11.5. FACTURATION ET PAIEMENT

11.5.1. ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

11.5.2. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le Titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la Délégation Régionale Paris IDF Centre Nord

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du Titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de la livraison effective des prestations livrées ;
- le cas échéant les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au Titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

11.5.3. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.5.4. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

11.6. DELAI DE PAIEMENT

11.6.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le Titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

11.6.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 12. MODIFICATIONS

12.1. MODIFICATION DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

12.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au Titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du Titulaire ;
- Modification du SIRET du Titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du Titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

12.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 7.4 du présent CCP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société Titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

12.4. MODIFICATIONS UNILATERALES PAR L'ACHETEUR

En application de l'article L.6 du code de la commande publique, dans le cas où une modification pour motif d'intérêt général est rendue nécessaire, l'Acheteur est habilité à modifier unilatéralement le présent marché public.

Cette modification unilatérale pour motif d'intérêt général n'ouvre pas le droit à une indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 13. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des matériels proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le Titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au Titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation de la date de livraison peut déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur. Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le Titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée du marché. Le Titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCP.

Le Titulaire précise dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement (partie 6 du CRT).

En cas de non-respect de ses engagements, le Titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 14.3 du présent CCP.

ARTICLE 14. PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

14.1. *PENALITES POUR RETARD*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

14.1.1. *PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON DE L'EQUIPEMENT*

Le Titulaire encourt une pénalité en cas de dépassement du délai de livraison fixé à l'article 7 du CRT.

Les pénalités peuvent être retenues sur les sommes dues au Titulaire, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est calculé par la formule suivante :

$$P = \frac{V * R}{200}$$

P = montant des pénalités

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur du prix d'acquisition de l'appareil ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard de livraison de l'équipement ; toute journée ouvrée entamée comptant pour une journée pleine.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

14.1.2. *PENALITES POUR RETARD D'INTERVENTION EN CAS DE PANNE*

Le Titulaire encourt une pénalité en cas de dépassement du délai d'intervention en cas de panne fixé à l'article 5.1 du CRT et par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS.

Les pénalités peuvent être retenues sur les sommes dues au Titulaire, sans mise en demeure préalable.

$$P = \frac{V * R}{400}$$

P = montant des pénalités

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur du prix d'acquisition de l'appareil ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard d'intervention en cas de panne à compter de la confirmation de l'intervention du Titulaire ou à défaut de la demande d'assistance de l'Inserm ; toute journée ouvrée entamée comptant pour une journée pleine.

14.2. PENALITES POUR INDISPONIBILITE DE L'EQUIPEMENT

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS, pour chaque année de garantie, toute indisponibilité de plus de vingt (20) jours non consécutifs de l'équipement, fait encourir au Titulaire des pénalités.

$$P = \frac{V * R}{400}$$

P= montant des pénalités

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur du prix d'acquisition de l'appareil ;

R= le nombre de jours ouvrés d'indisponibilité de l'équipement au-delà des 20 jours non consécutifs sur une année et par année de garantie.

14.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€ en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

14.4. AUTRES PENALITES

14.4.1. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant global et forfaitaire hors taxes du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

14.4.2. PENALITES POUR ABSENCE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

L'intervention de sous-traitants non préalablement déclarés et aux conditions de paiement agréées dans les conditions de l'article 15.2 du présent document, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros.

Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation par l'Inserm. Cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable sur les sommes dues au Titulaire.

La régularisation a posteriori de l'intervention du ou des sous-traitants concerné(s) n'exonère pas le Titulaire de l'application de la présente pénalité.

14.5. PLAFONNEMENT DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20%** de la valeur des prestations objet du marché.

ARTICLE 15. DISPOSITIONS DIVERSES

15.1. LANGUE

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

15.2. SOUS-TRAITANT

15.2.1. PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le Titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

15.2.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 11.6.1 du CCP.

15.3. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le Titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du Titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du Titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du Titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du Titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le Titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le Titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

15.4. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute du présent marché, l'Inserm se réserve la faculté de faire procéder par un tiers les prestations objets du marché public, aux frais et risques du Titulaire défaillant.

15.5. EXCECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

15.6. DIFFERENDS - LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale PARIS IDF Centre Nord

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCP	ARTICLES DU CCAG-FCS
3	4.1
7.2	5.1.1
8.1	28.2
8.2.2	28
10.1	33.1
14.1	14.1.1
14.1.1	14.1.1
14.1.2	14.2.5
14.2	14.2.5
14.5	14.1.2
15.4	38 et 42